



L'Etat confirme son engagement en Poitou-Charentes

mercredi 9 juin 2010, par [lpe](#)

Une fois n'est pas coutume, **Bernard Tomasini**, le Préfet de région est "descendu" à Saintes pour présenter à la presse le dernier bilan de l'engagement financier de l'Etat pour la région Poitou-Charentes. Et de le confirmer. Pour 2009, les crédits de l'Etat injectés dans l'économie locale s'élèveraient ainsi à 5,5 milliards d'euros, soit une progression de 7,8% par rapport à 2008.

L'effet plan de relance

« Pour qu'il y ait de la confiance, il faut qu'il y ait de la transparence ». Bernard Tomasini, Préfet de la région Poitou-Charentes se dit « prêt à tout mettre sur la table, le bon et le mauvais ». Les données présentées ont été recueillies auprès de la Direction régionale des finances publiques (DRFIP). Elles correspondent aux crédits dépensés dans la région, à l'exception des dépenses de fonctionnement et de personnel (y compris les pensions).



L'augmentation des apports financiers de l'Etat à notre région s'explique notamment par l'effort mené dans le cadre du Plan de relance décidé par le gouvernement pour faire face à la crise. « Plus 116 millions d'euros pour le fonds de compensation pour la TVA (remboursement avancé), plus 88 millions d'euros du fait de l'accélération des remboursements et des dégrèvements en matière d'impôt sur les sociétés (lois fiscales) ».

Priorité à l'emploi

En 2009, le soutien de l'Etat apporté au marché du travail local concernait essentiellement trois points :
- 1- L'emploi « Ce sont près de 26% de crédits en plus qui ont été payés par l'Etat à la région Poitou-

Charentes en rapport avec la crise » souligne Bernard Tomasini.

- 2- Le dispositif "Zéro charge" (exonération des charges patronales pendant un an pour l'entreprise qui embauche, si le poste créé est rémunéré au niveau du SMIC) : « *Principalement en direction des TPE et PME. 10 421 entreprises ont bénéficié de ce dispositif en 2009, entraînant 22 000 embauches* ».

- 3- L'Alternance : « *En un an, de mars 2009 à mars 2010, ce sont 8337 contrats d'apprentissage en plus et 1823 nouveaux contrats professionnels jeunes* ».

Des nouvelles d'Heuliez

« *Sur les trois repreneurs potentiels, ce que je peux vous annoncer c'est qu'il y en a un qui conserverait 415 emplois et l'autre 418. La décision finale sera rendue le 23 juin prochain* » précise le Préfet de région.

Rappel : 3 offres de reprise du constructeur et équipementier automobile Heuliez (Cerizay - 79), qui lutte pour sa survie et celle de ses 600 salariés, ont été déposées au tribunal de commerce de Niort. Deux des trois offres sont des « offres sérieuses et structurées », déclarait récemment l'administrateur judiciaire, Maître Régis Valliot, à l'AFP.

Parmi ces offres figure le plan de continuation déposé par un investisseur, Charles Mircher, qui serait le nouvel actionnaire majoritaire suite à une cession de titres par la société Bernard Krief Consulting (BKC). BKC a été désigné comme repreneur par le tribunal de commerce il y a près d'un an, mais n'a jamais apporté les 15 millions d'euros promis. La Région, quant à elle, a versé 5 millions d'euros et le FSI (Etat) : 10 millions d'euros sur un compte bloqué, en l'attente d'un dénouement.

Les deux autres offres de reprise sont celle du groupe familial français Baelen Gaillard Industrie (BGI) - qui agit conjointement avec la société allemande ConEnergy -, et celle du fonds d'investissement malaisien Delamore & Owl (D&O).

La Présidente et le Préfet : histoire sans paroles

« Distribué à tous les élus de la région », le rapport sur "L'engagement de l'Etat en région Poitou-Charentes en 2009" sera par ailleurs présenté devant le Conseil régional le 28 juin prochain.

Interrogé sur ses relations ou plutôt ses "non-relations" avec Ségolène Royal, le Préfet de Région sourit : « *Je n'ai pas de "doute" sur nos relations professionnelles, j'ai de l'espoir ! Nous nous sommes rencontrés deux fois en session, mais ce n'est pas là où l'on travaille. Nous sommes deux exécutifs : Conseil Régional et Préfecture de région. Il est important qu'il y ait des échanges sur les dossiers entre les décideurs. Le problème c'est que j'attends toujours réponse à mon dernier courrier...* ». Une situation handicapante pour la région ? « *Oui, c'est dommage pour la région Poitou-Charentes, aux potentialités fantastiques et aux 2,6% du PIB national...* ». Bref, pour la fable de la Présidente et du Préfet : on est toujours en attente de la morale !

Valérie Daviet

L'engagement de l'Etat en Poitou-Charentes par poste clé, bilan 2009 :

- **Enseignement scolaire** : 94,6 millions d'euros, soit + 15,1% par rapport à 2008. Assistance éducative, bourses collèges & lycées, soutien à l'enseignement agricole privé, participation au forfait d'externat des établissements d'enseignement privé. « Le 1er poste de dépense dans l'implication de l'Etat envers la région ».

- **Ecologie, développement et aménagement durables** : 70 millions d'euros (dont 22,3 millions pour les opérations menées dans le cadre du plan de relance), soit -16,8% par rapport à 2008. Réseau routier

national, gestion des milieux et biodiversité, sécurité routière, signalisation maritime, investissement ferroviaire, protection et gestion des sites et paysages.

- **Relations avec les collectivités territoriales** : 61,7 millions d'euros, soit +4,3% par rapport à 2008. Dotations de l'Etat - hors prélèvements sur recettes - versées aux collectivités territoriales en vue de compenser les effets de la décentralisation. Des concours spécifiques leur ont également été versés : aides exceptionnelles pour travaux d'intérêt local, dotation générale de décentralisation pour les bibliothèques municipales, organisation et financement des transports urbains.

- **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 78,7 millions d'euros, soit +1,2% par rapport à 2008. Handicap, dépendance, actions en faveur des familles vulnérables. Par ailleurs : prime de solidarité active versée aux plus démunis par les CAF, minimas revalorisés (+ 6,9%) pour le minimum vieillesse et pour l'allocation adulte handicapé (+4,4%).

- **Ville et logement** : 29,4 millions d'euros, soit +34,2% par rapport à 2008. Pour développer l'offre de logement et l'hébergement d'insertion. Par ailleurs : programme de rénovation urbaine (loi du 1er août 2003).

- **Recherche et enseignement supérieur** : 49,4 millions d'euros, soit -2,5% par rapport à 2008. Vie étudiante : bourses et allocations d'études, constructions universitaires.

- **Culture** : 28,2 millions d'euros, soit idem qu'en 2008. Programmes "création" (institutions et équipes artistiques, lieux et résidences, festivals du spectacle vivant, réseaux de diffusion) et "patrimoines" (entretien et restauration des monuments historiques et musées).

- **Travail et emploi** : 21,3 millions d'euros, soit +25,7% par rapport à 2008. Accès et retour à l'emploi : financement des missions locales et PAIO. Aides au conseil en entreprises, financement des aides du fonds national pour l'emploi dans le cadre des entreprises en difficulté (cellules de reclassement par exemple), actions en direction des personnes illettrées, etc.

- **Santé** : 5,7 millions d'euros, idem qu'en 2008. 2 programmes : prévention et sécurité sanitaire, offre de soins et qualité des systèmes de soins.

Retrouvez l'intégralité de ce rapport sur le site : www.poitou-charentes.pref.gouv.fr

A propos de Bernard Tomasini : Fils de René Tomasini (ancien secrétaire général de l'UDR), ancien élu RPR, ancien chef de cabinet de Charles Pasqua. Titularisé préfet en 1995, il sera nommé dans cette fonction pour les départements du Cher (1999), de l'Ain (2002), de la Charente-Maritime (2004) et du Val-de-Marne (2006). Il a été nommé Préfet de la région Poitou-Charentes en octobre 2008.